

ASSEMBLÉE NATIONALE

17 février 2025

SAUVEGARDER ET PÉRENNISER LES EMPLOIS INDUSTRIELS EN EMPÊCHANT LES
LICENCIEMENTS BOURSIERS - (N° 931)

Commission	
Gouvernement	

AMENDEMENT

N ° 19

présenté par

M. Fernandes, Mme Abomangoli, M. Alexandre, M. Amard, Mme Amiot, Mme Amrani,
M. Arenas, M. Arnault, Mme Belouassa-Cherifi, M. Bernalicis, M. Bex, M. Bilongo, M. Bompard,
M. Boumertit, M. Boyard, M. Cadalen, M. Caron, M. Carrière, Mme Cathala, M. Cernon,
Mme Chikirou, M. Clouet, M. Coquerel, M. Coulomme, M. Delogu, M. Diouara, Mme Dufour,
Mme Erodi, Mme Feld, Mme Ferrer, M. Gaillard, Mme Guetté, M. Guiraud, Mme Hamdane,
Mme Hignet, M. Kerbrat, M. Lachaud, M. Lahmar, M. Laisney, M. Le Coq, M. Le Gall,
Mme Leboucher, M. Legavre, Mme Legrain, Mme Lejeune, Mme Lepvraud, M. Léaument,
Mme Élisabeth Martin, M. Maudet, Mme Maximi, Mme Mesmeur, Mme Manon Meunier, M. Nilor,
Mme Nosbé, Mme Obono, Mme Oziol, Mme Panot, M. Pilato, M. Piquemal, M. Portes,
M. Prud'homme, M. Ratenon, M. Saint-Martin, M. Saintoul, Mme Soudais, Mme Stambach-
Terrenoir, M. Taché, Mme Taurinya, M. Tavel, Mme Trouvé et M. Vannier

ARTICLE 5

Supprimer cet article.

EXPOSÉ SOMMAIRE

Par cet amendement, le groupe LFI-NFP propose la suppression de cette demande de rapport qui a pour seul but d'asséner des poncifs libéraux, alors même que la politique économique de l'offre défendue par la droite et la gauche libérale a fait l'éclatante démonstration de son échec.

L'auteur de l'amendement à l'origine de cet article voudrait laisser penser que des mesures protectrices de l'emploi et des salariés pourraient peser négativement sur ce même emploi et l'investissement.

Mais qu'ont produit les politiques économiques menées par la macronie depuis bientôt 8 ans, toutes entières centrées autour du dogme selon lequel il faut favoriser l'offre par la dérégulation des mouvements de capitaux, la casse du droit du travail, les cadeaux répétés et inconditionnés aux entreprises ?

Elles ont d'abord plombé nos finances publiques et sociales avec plus de 60 milliards de recettes perdues et des exonérations de cotisations sociales qui dépassent les 90 milliards d'euros.

Pour un résultat nul sur l'emploi : il y a aujourd'hui 200 000 privés d'emploi de plus inscrits à France Travail qu'avant l'arrivée d'Emmanuel Macron à l'Elysée. Ce résultat est tout aussi catastrophique pour l'industrie, avec un indice de production de l'industrie française revenu à son niveau de 2014 et la disparition de 3900 emplois à équivalent temps plein dans la quantité de travail industriel.

Pour un résultat désastreux pour l'appareil productif français : la productivité a stagné et recule désormais, les capitalistes n'investissent pas pour renouveler et moderniser notre système productif.

Pour un appauvrissement des travailleurs et travailleuses, avec un pouvoir d'achat du salaire qui a reculé de 3% à 4% dans le secteur privé depuis 2017.

Pour bientôt 300 000 emplois supprimés sur une période allant de mi-2023 à fin 2025.

Mais avec un résultat certain pour les privilégiés : les revenus du patrimoine ont progressé de 19% depuis 2017, de 85% pour les dividendes ! Le CAC40 rémunère ses actionnaires pour près de 100 milliards d'euros, tandis que la fortune des milliardaires ayant la nationalité française double le temps d'une présidence Macron.

Point d'emploi, point d'investissement mais une appropriation de la valeur issue du travail toujours plus grande et concentrée entre quelques mains.

Il est temps que les néolibéraux s'en aillent et qu'une autre politique soit menée.